

# BUDGET 2018



## **La croissance repart mais l'Etat ne se réforme pas et laisse filer les dépenses publiques**

C'est un budget de renoncement ! Le Gouvernement renonce dès son premier budget à baisser la dépense publique, à réduire le nombre d'emplois publics et à engager de vraies réformes structurelles.

Comme sous Jospin, les efforts de l'Etat sont repoussés à plus tard alors que la conjoncture économique idéale (croissance au plus haut depuis 2011, taux d'intérêt bas, pétrole bon marché) nous donne enfin les moyens d'être ambitieux.

**La dette se creuse encore et devrait atteindre 97% du PIB en 2018. Près de 35 000€ de dette pèsera sur chaque Français en 2018.**

C'est une bombe à retardement pour la prochaine génération

### **Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais :**

L'Etat impose 13 milliards d'économie aux collectivités mais refuse de faire les efforts lui-même.

Après avoir encaissé 11 milliards de baisse des dotations sous Hollande et entrepris d'importants efforts pour réduire leurs dépenses de fonctionnement, les collectivités devront désormais réaliser 13 milliards d'euros d'économies en 5 ans.

**Dans le même temps, la hausse du déficit de l'Etat est colossale : +13,6 Md€ entre 2017 et 2018 !**

# BUDGET 2018



## **5 ans de Hollande et ça continue : les classes moyennes restent la cible du Gouvernement**

### **Un matraquage fiscal sans précédent sur les carburants.**

- Augmentation de 10% du prix du gazole à la pompe dès l'an prochain !
- + 31 centimes sur le gazole et +15 centimes sur l'essence d'ici 2022.

- > **C'est une taxation inédite des Français qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler !**
- > **C'est une perte de pouvoir d'achat particulièrement forte pour les habitants des territoires ruraux.**

### **Un budget injuste qui va faire de nombreux perdants :**

- Les retraités (+25% de hausse de la CSG sans aucune compensation pour 8 millions de retraités, gel des pensions de retraites en 2018) ;
- Les habitants des territoires ruraux (hausse du prix du carburants, fin du PTZ en zones rurales qui donnait un coup de pouce essentiel pour les couples modestes qui voulaient devenir propriétaires)
- Les propriétaires (limitation du CITE, création d'un impôt sur la fortune immobilière)
- Les épargnants (gel du livret A à 0,75% - moins que l'inflation- son taux historique le plus bas, fiscalité moins avantageuse sur le PEL et les assurances-vie)
- Les familles (probable remise en cause de la fin de l'universalité des allocations familiales).

### **Un alourdissement du coût du travail de plus de 3 milliards d'euros pour les entreprises !**

- Une diminution du taux du CICE de 7% à 6% en 2018.
- Dès 2019, une baisse des charges insuffisante qui va augmenter mécaniquement l'impôt sur les sociétés des entreprises françaises.
- > **Des handicaps supplémentaires pour la compétitivité de nos entreprises.**